

[https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/20/la-belgique-redoute-de-devenir-un-narco-etat\\_6142332\\_3210.html?random=950563257](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/20/la-belgique-redoute-de-devenir-un-narco-etat_6142332_3210.html?random=950563257)

# La Belgique redoute de devenir un « narco-Etat »

Par [Jean-Pierre Stroobants \(Anvers, Belgique, envoyé spécial\)](#)

Publié aujourd'hui à 05h00, mis à jour à 08h12

**Le montant total du trafic de drogue dans la ville flamande, destiné à inonder l'Europe via les Pays-Bas, oscillerait entre 50 milliards et 60 milliards d'euros par an. L'équivalent du budget annuel des retraites en Belgique.**



A Bruxelles, le premier ministre, trois ministres fédéraux (de l'intérieur, de la justice et de la santé), le procureur fédéral et quatorze bourgmestres (maires) sont réunis pour parler d'un sujet longtemps négligé : le trafic de drogue qui, durant l'été, a donné lieu à un déchaînement de violence inédit dans le pays. C'était le 15 septembre. « *Enfin* », soupire un magistrat, qui déplore depuis des années la lenteur de la riposte alors que, assure-t-il, il s'agit désormais d'éviter au royaume de devenir un « *narco-Etat* ».

Tout a débuté en 2012, quand des trafiquants néerlandais ont enlevé l'un des membres d'une famille ayant tenté de leur ravir un lot de cocaïne débarqué d'un conteneur du [port d'Anvers](#). La famille s'est ravisée quand elle a reçu une photo du moulin à viande dans lequel le jeune homme kidnappé était menacé de passer.

Depuis, la violence n'a pas cessé et, cet été, des tirs, des tentatives d'incendie, des coups de couteau (ayant fait un mort) et des attaques à la grenade contre des domiciles et des commerces, se sont succédé. Dans la capitale belge, tout d'abord, où se déroule une bataille de territoire, mais aussi et surtout à Anvers, dont le port est, depuis des années, l'épicentre du trafic de cocaïne en Europe. Près

de 90 tonnes y ont été saisies en 2021, 38 tonnes durant les six premiers mois de l'année, tandis que 28 autres à destination de la Belgique étaient confisquées en Amérique du Sud.

Une estimation est devenue récurrente : pour une tonne saisie, neuf échappent aux douaniers d'Anvers. Le montant total des cargaisons débarquées dans la ville flamande avant d'inonder l'Europe, via les Pays-Bas, oscillerait donc entre 50 et 60 milliards d'euros par an, soit l'équivalent du budget annuel des retraites en Belgique. De quoi attirer les convoitises de mafias de toute nationalité, qui tentent de mettre la main sur ce marché.

Bart De Wever, maire d'Anvers et président du premier parti d'opposition, l'Alliance néoflamande (N-VA, nationaliste et conservatrice) réclamait une réunion d'urgence d'un conseil national de sécurité pour contrer un phénomène en expansion constante et une vague de violence inédite. Le gouvernement jugeait sans doute le symbole un peu trop fort, et il a seulement promis un nouveau plan – dit « XXL » : 300 millions pour le recrutement de policiers, le contrôle (à terme) de 100 % des cargaisons arrivant à Anvers, une révision d'une loi sur la drogue vieille de plus de 100 ans, ou bien encore la nomination, au port, d'un procureur spécial chargé de la coordination des actions répressives.

Les maires seront aussi autorisés, désormais, à ordonner la fermeture de commerces soupçonnés de liens avec les mafias de la drogue : « *Pizzerias, snack-bars, salons de coiffure ou de massage : ici, beaucoup sont toujours vides, mais servent à blanchir une partie de l'argent de la came* », explique anonymement un inspecteur de la police fédérale à Anvers.

« *Un nouveau plan ? Mais celui de 2017 n'a rien donné... Tu veux voir ?* », dit « Roel » en souriant. L'homme est l'une des 60 000 personnes travaillant au port et, avant de parler, il veut s'assurer que même son prénom sera modifié dans l'article. Ensuite, il fait visiter son quartier, le Seefhoek, dans le nord de la ville. Celui, dit-il, où sa famille ne lui rend plus visite, parce qu'elle a peur ; celui où il conseille à ses enfants de ne plus traîner. A la station de métro Handel, deux trentenaires nous proposent « *un gramme à 70 [euros], le deuxième à 35* ». La carrure de « Roel » les intimide, et ils n'insistent pas. « *Ici, t'auras plus vite ta coke livrée à la maison qu'une pizza* », raconte le docker.

Comme beaucoup de ses collègues, il a été approché naguère par des trafiquants cherchant des contacts au port. « *Je ne sais pas comment, ils ont obtenu mon numéro de portable, et ils m'appelaient même la nuit. Ils m'ont menacé, ils m'ont dit que si je ne collaborais pas, ils enlèveraient mon fils.* » Il jure avoir résisté, tout en sachant que certains de ses collègues sont devenus « *très riches, très vite* », et affirme que les menaces ont cessé quand, au printemps 2021, les polices de plusieurs pays ont révélé qu'elles avaient pénétré le système de communication crypté Sky ECC utilisé par les réseaux du crime organisé.

Parmi eux, 12 000 Néerlandais et 6 000 Belges. A ce stade, 1 230 personnes liées au trafic ont été identifiées et appréhendées. Mais, malgré les promesses du ministre de la justice, le traitement judiciaire des dossiers est ralenti par la vétusté de certains matériels : récemment, le procès de deux suspects a été renvoyé à la fin novembre, des CD-ROM étant illisibles pour leurs avocats. La gigantesque opération policière, qui mobilise toujours des moyens considérables, a, en tout cas, permis de confirmer le diagnostic formulé, dès 2017, par Stanny De Vlieger, un ancien directeur de la police judiciaire fédérale à Anvers : « *Les clans de la drogue ont infiltré jusqu'à la police, les douanes et les entreprises.* »

## Un gouvernement « défaitiste »

C'est ce qui a déclenché la première réaction, jugée trop timide, du pouvoir fédéral. Il y a quelques mois, sur un plateau de la chaîne publique flamande VRT, un magistrat anversois soulignait pourtant que, sans moyens supplémentaires, la lutte serait définitivement perdue. Evoquant une poursuite entre des policiers dotés d'un « *canot à rames* » et des criminels à bord d'une « *vedette à quatre moteurs* », il ajoutait que seule une panne de carburant permettrait aux forces de l'ordre d'arrêter les trafiquants.

Pour le procureur fédéral Frédéric Van Leeuw, l'enjeu concerne désormais la défense du système démocratique face à des mafias capables de pénétrer aussi les milieux de la politique, des avocats ou de l'immobilier. « *On ne peut pas expliquer uniquement le nombre de projets sortis de terre à Anvers au cours des dernières années par une crise du logement* », ironise un enquêteur.

Le maire d'Anvers – dont l'entourage n'a pas répondu à nos sollicitations – a, quant à lui, brouillé le jeu en engageant, il y a quelques années, une « *guerre à la drogue* » qui semble se confondre avec le combat qu'il mène contre un pouvoir fédéral présenté comme inopérant. Aux actions, qu'il décrit comme très efficaces, de sa police locale, il oppose le cadre insuffisant de la police judiciaire fédérale. Aux critiques contre la « *guerre* » qu'il mène, il répond que celle-ci n'a, en réalité, « *pas commencé* », faute d'un engagement suffisant d'un gouvernement « *défaitiste* » face à l'usage de drogues.

## L'illusion de la légalisation

Echevin (adjoint au maire) chargé des affaires sociales, le socialiste Tom Meeuws affirmait, fin août, comprendre la « *frustration* » de M. De Wever, mais ajoutait : « *Nous le savons tous, la guerre contre la drogue, ça ne marche pas* », en précisant que c'est « *une guerre contre les criminels* » qu'il faut mener. Cet ancien directeur de la ville se prononçait, par ailleurs, pour « *au moins, une légalisation des drogues douces* ».

« *Anvers ne résoudra pas seule un problème d'ampleur internationale, explique-t-il au Monde. Ce qu'il faut, c'est se fixer des objectifs atteignables, comme examiner 100 % des cargaisons de fruits arrivant dans le port, lutter concrètement contre le blanchiment ou amener les familles qui bénéficient du trafic à changer de cap.* »

Jinnih Beels, sa collègue de parti chargée de l'éducation et de la jeunesse, va plus loin : elle propose de légaliser l'usage de la cocaïne. « *Cela n'empêchera pas un marché noir, et cela néglige le fait que la grande partie de la drogue arrivant à Anvers est exportée. Donc, ceux qui organisent ce trafic et en bénéficient poursuivront leurs activités* », souligne un magistrat.

« *Légaliser, c'est complètement naïf, et cela n'entraînera pas une baisse de la consommation* », tranche Teun Voeten, anthropologue et journaliste néerlandais, spécialiste des questions liées à la drogue et auteur d'un rapport pour la mairie d'Anvers. « *Mon inquiétude, ajoute-t-il, c'est la désintégration sociale à laquelle nous assistons et qui favorise un trafic de drogue toujours porteur de violences.* »